

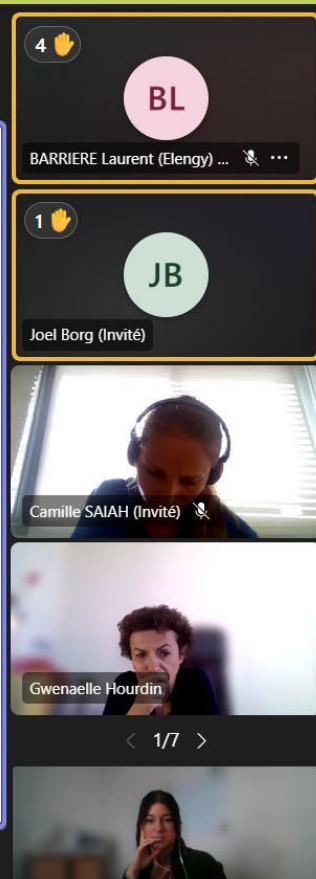
# COMPTE RENDU

## OBLIGATION DE PLAN DE PRÉVENTION ET DES MESURES DE PRÉVENTION SPÉCIFIQUES

9 OCTOBRE 2023

  
**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités (DREETS)



# « Obligation de plan de prévention et des mesures de prévention spécifiques »

9 octobre 2023, Visioconférence

**Présents :**

Collège de l'État	Raphaël	Chevallier	DREETS 13
	Elise	Plan	DDETS 13
	Camille	Saiah	DDTM 13
Collège des industriels & bureaux d'études	Joël	Anton	CAPRISK
	Laurent	Barriere	Elengy
	Gabriel	Brusson	Elengy Cavaou Fos
	Romain	Dahan	LyondellBasell Fos
	Robin	De Lard de Regoulliere	Canal de Provence
	Amar	Dib	Elengy
	Colette	Ellena	Solimut
	Lionel	Froës	Petroineos
	Christèle	Guillaumond	Petroineos
	Thierry	Jakusic	ArcelorMittal Méditerranée Fos
	Mael	Kourim	VEOLIA
	Elsa	Raimondi	Kem One
	Anthony	Rigaud	Lafarge Ciments
	Eric	Sanna	Géostock
	Eric	Silvestre	Fluxel
	Marianne	Stanley	Pellenc ST
	Roel	Wijnands	Total Raffinage
Collège des salariés	Joël	Borg	ESSO SAS
	Hervé	Brisson	LYONDELL FOS
	Naouelle	Hirchaou	Sosersid
	Patrick	Padilla	LyondellBasell Fos
	Guillaume	Trollet	LyondellBasell Chimie France SAS

**Rédaction :** SPPI PACA

**Validation :** par les intervenants avant le 15 novembre, par les participants avant le 23 novembre.

**Présentations en lignes :** Disponible sur le site internet du SPPI PACA : [Accueil](#) > [Axes de travail](#) > [Santé / environnement & Santé / travail](#)

## Ordre du jour :

- **Introduction**

*Élise Plan, Responsable d'unité de contrôle, DDETS 13*

- **Contrôle au sein des établissements (recours à la sous-traitance)**
- **La sous-traitance de travaux et les accidents**  
*Christophe Chevallier, Ingénieur de prévention, DREETS 13*

- **Sous-traitance et coordination des travaux**

*Camille Saiah, Inspectrice du travail, DDETS 13*

- **Réglementation**
- **Plan de prévention et autorisation de travail**
- **Recours à la sous-traitance : démarche**

## Glossaire

**ARIA** : Analyse, Recherche et Information sur les Accidents  
**ATEX** : Atmosphère explosive  
**BARPI** : Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels  
**CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail  
**CSE** : Comité Social et Economique  
**CNIL** : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés  
**CSSCT** : Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail  
**EPI** : Équipements de Protection Individuelle  
**IRP** : Instance Représentative du Personnel  
**INRS** : Institut National de Recherche et de Sécurité  
**PP** : Plan de Prévention  
**QHSE** : Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement  
**RGDP** : Règlement Général sur la Protection des Données

## Introduction

*Élise Plan, Responsable d'unité de contrôle, DDETS 13*

Actuellement, une grande campagne de communication est lancée en matière de prévention des accidents du travail dans les entreprises. La prévention des accidents du travail reste un sujet incontournable du plan national d'action de l'inspection du travail, en 2023 et jusqu'en 2025.

C'est pourquoi, nous avons choisi aujourd'hui un sujet lié à la prévention des risques professionnels et plus particulièrement un sujet qui caractérise le secteur du bassin de l'étang de Berre et du secteur industriel avec la sous-traitance et la prévention des risques chimiques lors notamment des interventions d'entreprises extérieures pour des donneurs d'ordres, des entreprises utilisatrices, que cela soit dans diverses situations (sous-traitance, maintenance, etc.).

En effet, encore aujourd'hui, il y a 645 décès par an au travail. 48 décès dans le secteur agricoles et les autres secteurs d'activités qui restent très accidentogènes (secteur BTP et industriel concernés). Ce sont des chiffres consolidés de 2021. L'assurance maladie décompte environ 604 000 d'accidents du travail avec arrêts de travail ou incapacité par an.

Nous sommes sur des chiffres qui ont descendu ces dernières années, avec la mise en place de mesure de prévention, une réglementation en matière de prévention plus protectrice, des équipements de travail plus sécurisés... Cependant, ces chiffres tendent à stagner et du travail reste encore à mener en matière de prévention des risques professionnels.

## Contrôle au sein des établissements (recours à la sous-traitance)

*Raphaël Chevallier, Ingénieur de prévention, DREETS*

Comme vous le savez, vos grands sites abritent beaucoup d'activité et, au sein de ces activités, il y a de nombreuses actions et travaux. Il y a un flux important notamment de produits chimiques et de personnes, aussi bien de prestataires qui circulent sur site avec un recours à la sous-traitance, qui est de plus en plus importante, des interactions entre le personnel organique et le personnel sous-traitant, et un certain nombre d'activités qui sont totalement sous-traitées. Cela implique une grande démarche documentaire, de formation, d'information et surtout un contrôle de la sous-traitance de second, voire de troisième niveau, car nous arrivons parfois sur site à rencontrer du personnel qui ne parle, par exemple, pas français et qui peuvent être espagnol, portugais ou des pays de l'Est et où il n'y a pas de documentation spécifique sur site pour ce type de personnel. Cela devrait être de la responsabilité de l'employeur sous-traitant, mais il n'y a pas forcément de relai. Et en termes de formation, c'est assez souvent compliqué.

L'ensemble de ces activités couvre un certain nombre de risque : chimique, machine, lié au chargement et déchargement, au nettoyage à haute pression, amiante ou risque électrique, etc. Derrière tout cela, il y a un rôle très important du CSE/CSSCT en appui des équipes QHSE dans les grands sites ou dans les plus petits sites voire des zones qui sont sous-traitées avec du personnel désigné pour la partie sécurité. Toute cette dimension de maintenance est très importante et doit faire l'objet d'une vraie réactivité entre le donneur d'ordre et les entreprises extérieures.

## La sous-traitance de travaux et les accidents

*Raphaël Chevallier, Ingénieur de prévention, DREETS*

Pour étayer les propos, il y a un certain nombre d'accidents/incidents qui impliquent très souvent des sous-traitants et ces chiffres ont augmenté. Sous l'exemple des travaux du BARPI qui est un institut relié au ministère de l'Écologie et qui est chargé de rassembler, d'analyser et diffuser les informations de retours d'expérience en matière d'accident industriel et technologie. Ils font un travail très important. Le nombre d'accidents n'est pas exhaustif, mais ils en ont suffisamment pour faire un vrai retour d'expérience et montrer quelles sont les phases du process ou d'activité qui font que certains personnels vont intervenir et causent un certain nombre de soucis.

La base ARIA démontre que de nombreux accidents recensés montrent que trop d'interventions sous-traitées s'effectuent encore aujourd'hui dans des secteurs à fort potentiel de dangers sans analyse préalable des risques encourus. Même s'il y a un plan de prévention prévu et présent la plupart du temps, ces plans de prévention sont très généralistes et pas forcément représentatifs des conditions opérationnelles le jour de l'intervention. De très nombreuses fois, l'inspection du travail est intervenue à la suite d'accidents qui s'étaient produits un jour où il pleuvait, où il y avait du glissement de terrain ou de la coactivité. Il manquait un certain suivi du personnel organique pour essayer de suivre et réévaluer la situation pour laquelle l'entreprise extérieure mettait en œuvre son action. Il est clair qu'il n'y a pas toujours les effectifs QHSE nécessaire pour suivre l'ensemble des opérations, mais il y a besoin d'une certaine réactivité pour accueillir les entreprises extérieures et pouvoir les suivre le plus proprement possible.

Sur le risque, la documentation de la base du BARPI présente un certain nombre d'accidents pour différentes phases de travaux.

Pour illustrer ces problématiques, par exemple sur l'analyse préalable des risques : un cas d'une exposition de poussières puis incendie dans un séchoir à copeaux sciemment maintenu en fonctionnement pendant l'exécution d'opérations de tronçonnage. Parfois, les consignations et la mise à disposition du lieu de travail ne sont pas toujours opérationnelles, ce qui implique et, provoque des accidents.

Ensuite, il y a une deuxième phase qui concerne la préparation de l'intervention, avec une

description des travaux à effectuer, des règles de sécurité à appliquer (consignes, « permis de feu ») et un programme d'intervention établis par l'exploitant au bénéfice des sous-traitants et du personnel. Les plans de préventions sont, la majorité du temps, trop généraux et pas représentatifs de la réalité de tout ce qui doit être mis en place sur le terrain. Cela implique également les EPI. Les EPI ne sont pas précisés exactement et nous retrouvons en cascade d'information notamment les consignes des EPI qui ne sont pas précisés en fonction de la situation de travail. Par exemple, si nous faisons une opération de platinage sur site, en fonction des canalisations que nous allons trouver, nous n'allons pas avoir le même produit qui va être mis en œuvre. Nous nous retrouvons, parfois, dans des situations où les consignations ne sont pas toujours faites proprement et les personnes se trouvent exposées à une certaine nature de produit. Les EPI parfois ne sont pas complètement adaptés à la nature des produits à laquelle ils peuvent être exposés. Par exemple, sur une autorisation de travail incomplète et imprécise délivrée par l'exploitant à l'origine d'une mauvaise manipulation par 2 personnes d'une société sous-traitante qui seront brûlées par projection d'eau bouillante. Ici, nous ne sommes pas sur un risque chimique à proprement dit mais tout de même sur une situation d'exposition qui est importante et qui induit des dégâts corporels qui peuvent être assez conséquents.

Ensuite, la préparation du chantier, une première phase opérationnelle importante sur laquelle se fonde la bonne suite des opérations. Souvent, il y a des consignations inappropriées, des problèmes de sécurisation, de balisage, de nettoyage de zone de travaux, mais aussi des problèmes de reconnaissance préalable sur zone par le sous-traitant et l'exploitant. S'il y a une visite préalable qui est faite lors de l'établissement du plan de prévention, il serait nécessaire de faire un accompagnement du personnel sous-traitant dans la zone de travail pour regarder préalablement si les conditions opérationnelles sont fidèles au plan de prévention et au plan d'exploitation de travail livré. Et, des moyens de première intervention qui sont parfois inadaptés ou absents et une méconnaissance par l'entreprise extérieure des consignes. Souvent, nous nous retrouvons avec un certain nombre de codes ou de numéros qui renvoient à un ensemble de consignes. Ces consignes ne sont généralement pas étudiées par les prestataires extérieurs et le personnel qui arrive sur site (peut-être très compétent en tant que technicien) ne connaît absolument pas le contenu des différentes consignes et le bon d'autorisation au travail ne permet pas d'avoir une synthèse suffisante pour savoir quelles sont les bonnes pratiques à mettre en œuvre.

En avant dernière phase, il y a le contrôle du respect effectif par le sous-traitant des procédures et des mesures de sécurité pour assurer la bonne exécution des travaux. C'est vrai que nous avons une insuffisance de suivi par l'exploitant de travaux jusqu'à leur terme. Nous pouvons accompagner un sous-traitant sur site la première fois, mais après il a son entrée et va revenir sur un poste pendant un certain temps en fonction du travail à réaliser, et comme nous le répétons, nous avons eu des conditions opérationnelles parfois qui ont changé et qui ont induit des nouveaux dangers et risques, voire des effets aggravants sur certaines situations. Il est nécessaire de réévaluer la situation.

Et enfin, une dernière phase qui est la réception des travaux afin de détecter les malfaçons susceptibles d'être à l'origine d'événements accidentels lors de la remise en route de l'activité. Il y a nécessairement besoin qu'un représentant du donneur d'ordre puisse vérifier les travaux qui ont été réalisés avant de déconsigner et de remettre en route l'ensemble de l'activité. Il y a de nombreux accidents qui sont issus de cette phase de réception des travaux.

Le BARPI conclut que le recours à des entreprises extérieures n'est pas fortement développé et trouve une légitimité particulière dans l'exécution de travaux pour lesquels l'exploitant ne dispose pas de toutes les compétences requises et se faire aider. Encore aujourd'hui, nous avons des opérations qui sont réalisées par des personnels extérieurs ou organiques pas forcément formés à l'ATEX mais qui peuvent être de très bons techniciens dans leur domaine (ex. mécanique ou électrique), mais du fait qu'ils n'ont pas de compétence particulière en ATEX ils ne vont pas avoir la dimension de l'importance de la préservation de certaine protection. Par exemple, quelque chose de très courant, lors d'un capotage avec 24 boulons, parfois 12 sont remis plutôt que 24 pour pouvoir faciliter le travail lors de la prochaine opération. Mais, du fait de la non-formation au fait que ces 24 boulons ont une importance

particulière pour éviter l'infiltration de certain gaz, nous nous retrouvons dans une situation potentiellement dangereuse et que du matériel ATEX qui coûte 3 à 4 fois plus cher parfois n'est plus ATEX dès la première intervention. Et là malheureusement, nous avons beaucoup de retours d'expérience sur le sujet.

Le BARPI conclut également en disant qu'une véritable gestion des risques s'impose à tous les acteurs pour limiter les accidents. Elle implique de la part de l'exploitant une analyse préalable des risques pour les travaux sous-traités, l'élaboration et la mise en œuvre effective de disposition de prévention appropriée incluant des mesures de première intervention et une surveillance rigoureuse des opérations en cours et une réception sérieuse et formalisée des travaux effectués.

Nous avons un logigramme à suivre :

1. Analyse préalable des risques,
2. Préparation de l'intervention,
3. Préparation du chantier,
4. Contrôle du respect effectif par le sous-traitant des procédures et des mesures de sécurité,
5. Réception des travaux avant remise en route des activités.

### **Sous-traitance et coordination des travaux**

*Camille Saiah, Inspectrice du travail, DDETS 13*

#### **Coordination et PP sur site SEVESO**

Le Code du travail précise que l'objectif est de prévenir les risques liés aux interférences entre les activités, les installations et les matériels des différentes entreprises qui sont présentes sur un même lieu de travail. Il faut noter que ce sont à la fois les interférences entre les activités, mais aussi entre les installations et les matériels. Nous oublions souvent ces deux autres dimensions de l'évaluation des risques. Le principe de cette réglementation est une évaluation conjointe des risques entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure, et une définition conjointe des mesures de prévention. En revanche, la responsabilité et la coordination vont porter sur les épaules du donneur d'ordre qui va devoir s'assurer de la mise en application de ces mesures de prévention avant et après l'opération et à la réception des travaux.

#### **Champ d'application des PP**

Le plan de prévention écrit est obligatoire pour tous les travaux qui nécessitent environ 400 h de travail sur 12 mois consécutifs ou des travaux considérés comme dangereux.

L'arrêté du 19 mars 1993 précise et définit cette notion de « travaux dangereux ». Sont considérés comme dangereux, tous les travaux qui exposent des salariés à des substances ou préparations explosives, comburantes, inflammables, toxiques vis-à-vis de la reproduction ou des travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne (POI), ce qui concerne à la fois les SEVESO seuil haut et seuil bas.

#### **Notion d'opération**

La notion d'opération est la colonne vertébrale de cette réglementation. Le Code du Travail précise et entend par opération tous les travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif. La circulaire de 2006 vient préciser cette notion d'opération et souligne qu'une visite d'inspection commune préalable et un plan de prévention spécifique doivent être rattachés à chaque opération et adaptés aux circonstances particulières de l'opération.

Cette notion est importante, car nous avons une jurisprudence constante en la matière avec plusieurs jurisprudences de la Cour de Cassation venant préciser l'importance de ces

opérations et de leur adaptation aux spécificités. Elle précise également qu'un plan de prévention annuel, général ou trop formel, même accompagné d'autorisation de travail, ne va pas être suffisant pour respecter la réglementation puisque l'évaluation de risque doit se faire de manière concrète et exhaustive pour chaque opération. Donc, une autorisation de travail ne peut pas se substituer à une visite d'inspection commune ou à un plan de prévention spécifique. Les recommandations de l'assurance maladie et de la CARSAT (recommandation 474 ou 502) viennent réaffirmer l'importance de la notion d'opération.

Par exemple, la recommandation 474, qui a été adoptée par le Comité Technique des Industries Chimiques, précise que le plan de prévention doit être opérationnel et doit préciser clairement la nature de l'opération. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un plan de prévention qui est générique. Ces recommandations viennent aussi appuyer cette notion et l'importance de l'adaptation aux circonstances particulières de l'opération. Nous constatons sur le terrain, trop souvent, des PP qui sont généraux trop formels avec une absence de visite préalable commune et une absence de PP spécifique adapté à l'opération avec pour conséquence des autorisations de travail imprécises sur la nature du produit sur lequel les salariés travaillent ou qui ne sont pas assez précis dans les équipements de protection collective ou individuelle. Un deuxième constat, que nous faisons sur le terrain, est aussi les écarts qui peut y avoir entre le prescrit et le réel, entre les PP, les autorisations de travail et la réalité du poste de travail. Il faut toujours une cohérence entre les PP, les autorisations et le réel. Si au cours de l'opération, le mode opératoire amène à changer il faut absolument que l'entreprise extérieure et utilisatrice se retrouvent autour de la table et redéfinissent ensemble un PP qui correspond vraiment à la situation et au poste de travail des salariés.

### **Constats lors des contrôles : PP et BAT**

Concernant la coordination, le donneur d'ordre a la responsabilité de la coordination et du suivi des mesures de prévention prises par l'entreprise extérieure, car c'est sur lui que repose le risque industriel. Il veille au respect de l'application des mesures de prévention et, pour ce faire, il peut organiser des réunions, des visites d'inspections communes et des réunions périodiques au cours de l'opération. L'entreprise extérieure peut aussi avoir l'initiative d'organiser des visites d'inspections et des réunions périodiques au cours de l'opération.

Le donneur d'ordre veille à l'application des mesures de prévention, communique toutes les consignes de sécurité et toutes les procédures existantes sur son site. Ici aussi, nous constatons encore lors d'accidents du travail que des entreprises extérieures n'ont pas connaissance des procédures du donneur d'ordre. Il a aussi un devoir d'alerter en cas de danger grave, même s'il constate un danger pour un salarié d'une entreprise extérieure, l'entreprise utilisatrice a cette obligation d'alerter pour tout danger grave.

Il doit aussi former les salariés de l'entreprise extérieurs avant toute première intervention dans son site sur les risques d'interférence entre son intervention et les spécifiés des installations et matériels. L'entreprise extérieure a aussi la responsabilité de l'application effective des mesures de prévention, et pour ce faire elle doit s'assurer que les salariés qui ont la charge de l'application de ces mesures ont l'autorité, les compétences et les moyens suffisants pour garantir l'application effective de ces mesures.

Il a également un devoir de communication de toutes les informations nécessaires à la prévention des risques, des repérages avant travaux, des dossiers techniques amiante, des évaluations plomb, etc. Tous les documents qui relèvent de l'évaluation des risques doivent être communiqués entre les entreprises utilisatrice et extérieure.

Concernant l'inspection commune préalable, elle permet un premier recueil d'information pour permettre une première analyse des risques d'interférence sur le lieu de travail entre le matériel, les installations et les activités. Elle doit se faire, bien évidemment, avant l'élaboration du PP et donc bien avant l'intervention. Pour considérer que l'inspection commune soit vraiment complète, il faut qu'elle porte au minimum 4 points obligatoires.

- Elle permet de délimiter les secteurs d'interventions dans l'entreprise extérieure

- et de matérialiser les zones de danger dans lesquels les salariés des entreprises extérieures vont intervenir.
- Elle doit indiquer aussi les voies de circulation qui vont être empruntées par les salariés, les véhicules et les engins qui vont être utilisés par les entreprises extérieures
- et définir les voies d'accès aux locaux sociaux, aux sanitaires, aux vestiaires et aux locaux de restauration pour les entreprises extérieures. Ce sont des points, que nous constatons encore aujourd'hui, qui ne sont pas respectés lors des visites d'inspection commune préalable.

Les CSE des entreprises utilisatrices et extérieures doivent être informés de la date de cette inspection commune dès la connaissance de la date de l'inspection ou au plus tard 3 jours avant sa tenue. Cette inspection doit également être matérialisée dans un document écrit et doit concerner l'ensemble des entreprises concerné par l'opération, même s'il s'agit de travailleur indépendant. Nous constatons également des inspections communes qui sont faites en salle de réunion ou avec un drone, alors qu'elles doivent être faites in situ sur le terrain.

Concrètement, pour considérer que l'inspection commune a bien eu lieu, il faut qu'il y ait une matérialisation de cette inspection commune et que les CSE des deux entreprises aient été informés.

### **Contenu du plan de prévention**

À partir des recueils d'information qui ont été faits lors de cette inspection commune préalable, le PP va permettre à l'entreprise utilisatrice et extérieure d'évaluer les risques d'interférence et de définir conjointement des mesures de prévention, que les deux entreprises ont actés dans un PP qui doit se faire avant le début des interventions. Le Code du Travail précise que les mesures de prévention doivent être faites pour chaque entreprise et spécifique pour chaque entreprise extérieure qui intervient.

Sur les points obligatoires qui doivent être présents dans un PP, il doit à minima définir :

- Les phases d'activité dangereuses et les moyens de prévention spécifiques associés
- L'adaptation des matériels, installations, dispositifs aux opérations et la définition des conditions d'entretien,
- Les instructions données aux travailleurs (traduite dans une langue compréhensible),
- L'organisation des premiers secours et la description du dispositif mis en place par l'UE,
- Conditions de participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre.

Il doit y être annexé :

- Les procédures de sécurité,
- Les dossiers techniques ou le rapport de repérage,
- La liste des postes susceptibles de relever du suivi individuel renforcé,
- L'avis du CSE.

Le PP doit être vivant, mis à jour et partagé à l'ensemble des acteurs.

### **Rôle des IRP**

Il y a une obligation de consulter le CSE pour toute décision de sous-traitance. À chaque fois qu'il y a une décision d'une activité qui va être sous-traitée à une entreprise extérieure, le CSE du donneur d'ordre doit être consulté par rapport aux nouveaux risques qui sont susceptibles d'être créés par la sous-traitance d'une nouvelle activité qui était auparavant réalisée par les salariés de l'entreprise du donneur d'ordre.

Lors de la visite d'inspection préalable, les deux CSE de l'entreprise utilisatrice et extérieure doivent être informées de la date de visite de l'inspection préalable. Dès la connaissance de cette date ou au plus tard 3 jours avant la réalisation de l'inspection commune préalable. Les



deux CSE peuvent émettre des avis sur les mesures de prévention qui sont portées dans le PP.

Les PP, toutes les mises à jour et toutes les informations qui sont nécessaires à l'exercice de leur mission doivent être communiquées au CSE. Par exemple, les repérages avant travaux, les évaluations plans, *etc.* Ils doivent également être informés de toute situation d'urgence et de toute gravité lors des opérations.

Pendant la phase de suivi des opérations, il peut y avoir aussi des inspections ou des réunions périodiques de coordination. Les deux CSE de l'entreprise utilisatrice et extérieure doivent être informés de ces inspections et réunions dès la connaissance de la date et peuvent porter des avis sur ces mesures de préventions. Les deux représentants du CSE peuvent demander l'organisation de réunions ou d'inspections commune lors du déroulement de l'opération.

En matière d'enquête, dès qu'il y a des risques liés aux interférences entre les activités, les installations et le matériel, le CSE de l'entreprise du donneur d'ordre peut procéder à des inspections sur les lieux de travail des entreprises extérieures. Les coordonnées des représentants des salariés des entreprises extérieures et utilisatrices doivent être affichées dans les locaux du donneur d'ordre, avec l'adresse de la médecine du travail.

### **Conséquences pénales au non-respect de la réglementation PP**

Il y a une co-responsabilité du donneur d'ordre et de l'entreprise extérieure sur l'organisation du PP sur l'évaluation des risques, sur la conformité et la mise en œuvre effective du PP. L'absence de PP ou un PP non-conforme ou non-mis en œuvre relève du délit et c'est une amende de 10 000 € par salarié concerné. Nous avons des infractions qui relèvent uniquement de la responsabilité du donneur d'ordre, telle que l'organisation de l'inspection commune préalable ou la coordination, avec des amendes de 10 000 € par salarié concerné.

### **Exemple d'autorisation de travail journalière**

*Christophe Chevallier, Ingénieur de prévention, DREETS 13*

L'idée est de vous présenter un exemple d'autorisation de travail qui vient compléter le PP à la fois général et spécifique en fonction des opérations comme préciser dans la réglementation.

C'est une autorisation de travail journalière qui peut être prise en exemple. Nous pouvons retrouver des choses qui sont dans d'autres autorisations de travail que nous voyons classiquement dans les entreprises, mais celle-ci est beaucoup plus précise. L'IRSN a fait le choix d'un travail plus approfondi pour essayer de prendre en considération le type d'opération, les plages horaires où cela se réalise et prendre en compte également les événements potentiels qui peut y avoir, les numéros d'urgences, *etc.* Et, de préciser la nature de l'ensemble des travaux et les différents risques auxquels peuvent être exposés les salariés. Également, la partie EPI en spécifiant la nature des EPI même. C'est un point que nous avons soulevé tout à l'heure et de très important, car nous avons eu des accidents liés au côté inadapté de certains équipements de protection individuels avec des précisions sur les mesures à prendre spécifique sur le secteur.

C'est un document témoin qui peut être repris. La partie importante, pour nous, est d'indiquer qu'il est nécessaire d'avoir un accompagnement de l'entreprise dans la zone opérationnelle, de vérifier que l'entreprise a tous les équipements dont elle a besoin prévu par le PP et le bon d'autorisation de travail, et de vérifier que les consignations sont bien faites et que le balisage est présent.

Ce document est disponible sur : <https://www.spppi-paca.org/axes-de-travail/sante-environnement-sante-travail/obligation-de-plan-de-prevention-et-des-mesures-de-prevention-specifiques>

Vous avez une ED spécifique associée au document qui présente tous les risques et la manière dont on devrait aborder un bon d'autorisation de travail qui complète les PP.

## Temps d'échanges

*Sur le terrain, on se rend compte qu'il y a des plans de prévention génériques annuels par type d'opération comme le pompage sur de l'eau et des résidus divers et variés de produits chimiques. Quelle position à la DREETS là-dessus et quels conseils pouvez-vous nous donner pour mener à bien le PP ?* (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

Cela rejoint les constats que nous avons pu faire. Lorsqu'une opération est établie dans un PP, l'importance est de vérifier, lors de la mise en travail, que les conditions opérationnelles sont les mêmes que celles prévues par le PP et que les éléments de prévention et de sécurité soient adaptés à la situation. La question du PP général qui va présenter une opération, à notre sens, est insuffisante. Il permet de planter le décor, mais pas de répondre à la situation réelle qui peut se présenter lors de la mise en travail. La notion d'opération est bien précisée dans les textes et mets en évidence que lorsque présenté comme cela dans un PP général c'est insuffisant. Il faut un document qui va accompagner la mise au travail et un accompagnement de l'entreprise sur poste pour voir ces conditions. Il y a donc nécessairement besoin d'un document qui accompagne et un représentant de l'entreprise utilisatrice qui va vérifier les conditions opérationnelles de la mise au travail.

*J'aurais aimé savoir le positionnement juridique sur les plans de prévention annuels.* (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

Nous avons une circulaire qui accompagne la campagne. Nous avons de la jurisprudence sur le fait qu'effectivement le PP est insuffisant. Cette jurisprudence, qui établit le fait qu'il faut des choses beaucoup plus précises et plus opérationnelles, est une donnée d'entrée qui selon les circonstances va permettre d'étayer les différentes situations que nous pouvons rencontrer. Et, nous allons valoriser cette jurisprudence dans un contexte précis en demandant que des documents complémentaires ou un accompagnement complémentaire soient mis en place.

*J'avais une question complémentaire concernant ces plans de prévention annuels, car nous entendons un peu de tout en termes de version, de durée, de validité d'un PP. Nous sommes bien d'accord que le PP générique ne suffit pas. Imaginons que nous ayons un contrat de 5 ans avec une entreprise de pompage par exemple, valable pour tous les corps de métier, est-ce que nous pouvons imaginer que nous fassions durer le PP sur 5 ans dans l'hypothèse où nous vérifions régulièrement que les risques n'ont pas évolué ? J'imagine que c'est pareil pour tous les autres industriels, quand on fait un PP annuel ou contrat, c'est toujours compléter par une analyse de risques qui est jointe à chaque permis de travail associé au travail réellement effectué. Est-ce qu'il existe une durée légale d'un plan de prévention sous réserve d'avoir des analyses de risques spécifiques faites pour chaque travail planifié ?* (Laurent Barriere, Elengy)

Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

Non. Quand nous parlons d'évaluation des risques, nous parlons des dangers et des risques. On oublie souvent la partie danger. Si le type, par exemple, de substance, la durée d'exposition, les volumes et les conditions opérationnelles n'ont pas changé et que les mesures décrites dans le PP peuvent s'appliquer dans la situation pendant les 5 années qui se suivent, avec une traçabilité, il n'est pas nécessaire de refaire systématiquement un PP. C'est tout l'intérêt du bon d'utilisation de travail et de la mise au travail. Nous avons établi un certain nombre de points qui doivent être précis et qui sont quelque part un mini plan de prévention spécifique à l'opération qui va être établie. Si nous admettons l'existence d'un bon d'utilisation de travail, il ne faut pas que cela soit un simple formulaire à cocher, mais une vraie petite

évaluation de la situation avec les mesures de prévention et de protection qui seront apportées par l'entreprise extérieure, la consignation et la mise au travail propre faite par l'entreprise utilisatrice. Mais, tant que les choses perdurent dans les mêmes circonstances, ce PP peut durer 5 ans et peut se garder en l'état.

*Si nous avons un plan de prévention annuel pour une entreprise qui fait de l'ouverture de filtre, du pompage, etc., nous, nous avons un permis sur lequel il y a la visite contradictoire et contractuelle qui est indiquée pour chaque permis de travail et nous avons une analyse de risque côté opération au niveau des dangers et des substances auxquelles les personnes sont exposées. Est-ce que nous pouvons, à partir du PP annuel qui relate tous les risques, compléter avec ce permis de travail et considérer que nous couvrons bien ce que nous faisons au niveau de la loi ?* (Joël Bord, Esso)

Réponse (Camille Saiah, DEETS 13)

Par rapport à la visite d'inspection commune, il faut qu'elle soit matérialisée. Est-ce qu'il y a eu une information des deux CSE ? Ont-ils pu participer à cette visite d'inspection commune ?

Intervention (Joël Bord, Esso)

Les CSE ne vont pas sur la visite du permis. Ils ont fait la visite annuelle.

Réponse (Camille Saiah, DEETS 13)

La visite d'inspection commune sert à évaluer les risques d'interférence entre les installations, les matériels et les activités et doit se faire en amont du plan de prévention. Est-ce qu'il y a un plan de prévention dans votre cas ? Le plan de prévention doit être spécifique à l'opération et adapté aux circonstances particulières de l'opération.

Intervention (Joël Bord, Esso)

Oui, il y a un plan de prévention. Je comprends bien la cadre de la loi, mais sur un site comme Esso, Ineos ou Total, si nous devons faire un PP pour chaque filtre, chaque pompe ou chaque intervention nous allons passer énormément de temps à faire cela. C'est possible, mais on va y passer du temps.

Réponse (Camille Saiah, DEETS 13)

Ce n'est pas sur chaque filtre, mais bien sur chaque opération.

Intervention (Joël Bord, Esso)

Oui, mais ouvrir un filtre par exemple c'est une opération. C'est là où je veux être sûr juridiquement que nous soyons bien ou pas.

Réponse (Camille Saiah, DEETS 13)

Est-ce que, par exemple pour l'amiante, le repérage avant travaux et l'évaluation plomb ont été faits sur ce filtre, ce type d'opération ?

Intervention (Joël Bord, Esso)

Oui, certainement sur la partie annuelle puisqu'on référence tous les filtres et pompes sur lesquels l'entreprise serait amenée à intervenir. Je parle de celles sous contrat.

Réponse (Camille Saiah, DEETS 13)

Est-ce que le produit a été identifié ?

Intervention (Joël Bord, Esso)

Sur le permis, oui, il y a une analyse de risque avec les produits et les dangers.

Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

Effectivement, il peut y avoir des difficultés liées à l'évaluation des risques et le renouvellement. Nous partirons systématiquement d'une analyse fine au départ pour ensuite rassembler l'ensemble des postes qui se ressemblent et essayer d'établir des mesures de prévention et de protection qui vont pouvoir se patcher d'un poste à un autre. Quand nous parlons d'opération sur une bride par exemple, si nous estimons que, sur une partie dans votre évaluation des risques, la situation d'intervention sur une bride est la même sur la moitié

du site, nous n'allons pas refaire une évaluation systématique en regardant chaque filtre. Mais, c'est à vous de faire une analyse fine et de rassembler l'ensemble des informations qui se ressemblent et qui pourront établir un plan de prévention pour une opération qui sera suffisamment sécurisée et englobante pour que nous puissions couvrir les dangers et les risques. Je vous rappelle aussi, que le PP fait partie des éléments d'évaluation des risques et du fait que nous fassions une mise à jour annuel des documents d'évaluation des risques, en cascade, sur les documents annexes tels que le document relatif à la prévention contre l'explosion ou les PP, il faudra le revisiter pour voir si ces documents sont opérationnels et représentatifs des différentes situations de travail.

#### *Intervention (Patrick Padilla, LyondelBasell Fos)*

C'est un peu contradictoire avec ce que vous nous avez dit au début où un plan de prévention annuel, avec une autorisation de travail, ne répondait pas effectivement avec la réglementation. Ce qui est vrai. Nous faisons des PP annuels où nous ne faisons pas de visite de terrain parce que nous le faisons uniquement pour des entreprises qui sont en contrat. Nous avons des contrats qui vont aux alentours de 3 ans sur des entreprises qui interviennent tous les jours sur notre site pour quasiment toujours les mêmes interventions (ouverture de bride, intervention sur des pompes...). Et là, effectivement, nous faisons un PP annuel où nous recensons tous les risques généraux, notamment les risques du site, des différents produits et zones. Et, c'est sur l'autorisation de travail où nous allons faire une analyse beaucoup plus précise qui est l'équivalent du PP sur l'équipement lui-même et là nous définissons les types d'isolement, de condamnation, les mesures de prévention, l'environnement, la coactivité. C'est sur cette autorisation de travail que nous allons faire une analyse de risques plus approfondie, notamment par exemple la recherche de plomb, d'amiante. Tout est fait sur cette autorisation de travail qui est plus spécifique. Par rapport à ce que vous dites, on dirait que nous ne sommes pas conformes à la loi. Là où nous ne sommes pas conformes, effectivement, c'est sur le plan de prévention où les CSE sont convoqués, mais pas sur cette autorisation de travail. Sur la précision, ils ne peuvent pas donner leur avis sur chaque travail. Pour nous remettre dans le contexte, nous ne sommes pas sur un bâtiment où il y a des maçons qui travaillent tous les jours, mais sommes sur des opérations d'à peu près 10 à 12 par jours. Donc faire, 10 PP par jour, c'est infaisable. Le PP, plus l'autorisation de travail nous semblaient être quelque chose de cohérent. Mais, d'un côté, on ne répond pas à tous les points de la réglementation, et d'un autre côté, on dit que cela peut être acceptable. Le problème est là.

#### *Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)*

Si tout se passait comme vous le décrivez, nous n'aurions aucun problème. Honnêtement, la réalité du retour de contrôle sur le terrain n'est pas la même, et pour avoir eu mal de documentation entre les mains, tout le détail que vous expliquez nous ne le retrouvons pas. Il y a un espace très important entre le PP et l'autorisation de travail. La corrélation n'est pas faite proprement. Notre discours peut sembler contradictoire, mais l'objectif de notre présentation au départ, de retour d'expérience, est de montrer que le PP, dans son libellé, était quand même insuffisant. Il ne s'occupe pas de l'ensemble des 5 phases qui font l'objet du retour d'expérience du BARPI et il y a un grand écart entre le PP générique qui ne rentre pas suffisamment dans le détail et le bon d'autorisation de travail. Si nous avions un PP assez détaillé qui prendrait en compte toutes ces phases, il suffirait juste d'avoir un bon d'autorisation de travail qui rappelle et renvoi sur ces phases de travail qui sont précisées. Et à ce moment-là, toutes les consignes indispensables qui doivent être appliquées, nous les retrouverons dans le bon d'autorisation de travail sans qu'elles soient complètement développées. Si vous voulez, c'est le grand écart qui a aujourd'hui qui fait que nous sommes présents et qu'il y a une augmentation des accidents sur site, notamment lié à la sous-traitance.

*Au travers de nos différentes réunions auxquelles Joël ou Laurent participent, nous avons une question qui revient régulièrement sur la dématérialisation des documents liés au processus de PP jusqu'à la mise au travail. À ce moment-là, vient se confronter la problématique de la reconnaissance des signatures électroniques. Qu'en est-il aujourd'hui d'un point de vue inspection du travail de la reconnaissance de ces signatures ? Est-ce que nous sommes dans les règles lorsque nous acceptons ce type de document sur le terrain ? (Thierry Jakusic, ArcelorMittal Méditerranée Fos)*

#### Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

Je n'ai pas tous les tenants et aboutissants sur le sujet. Je ne pourrais pas vous répondre aujourd'hui, mais nous ne tarderons pas à vous répondre. Il y a des autorisations CNIL et un ensemble d'autorisations à obtenir pour que cette signature électronique soit viable. Maintenant, je parle sans connaître l'ensemble des problématiques, mais il me semble bien que sur un ensemble d'entreprises il y a des autorisations électroniques qui sont appliquées et reconnues. Il faut voir les dispositions à mettre en place. Nous vous donnerons plus d'information sur le sujet.

#### Intervention (Élise Plan, DEETS 13)

En effet, la réglementation est vaste. Dans ce cadre-là, il y a plusieurs éléments qui doivent être pris en compte pour qu'une signature électronique soit régulière. Nous, nous intervenons en tant qu'inspection du travail souvent sur des problématiques de signature électronique dans le cadre de négociation et de signature d'accord d'entreprise et d'accord de groupe, collectif. Dans ce cadre-là d'entreprises extérieures et intervenants, il y a déjà une obligation de loyauté où il faut mettre en place un accord et des modalités par rapport à cette signature électronique pour que la loyauté soit respectée et que les règles relatives à la signature électronique soient comprises par tous et surtout soient cadrées. Nous intervenons plutôt sur ces signatures dans le cadre du règlement européen. Ensuite, nous le voyons en négociation collective, les entreprises et les branches professionnelles notamment, peuvent mettre en place un dispositif de signature électronique mais répondant toujours aux exigences du règlement européen (910-2014, article 1367 du Code civil). Du moment que l'ensemble des intervenants sont d'accord et que le règlement européen et ses critères sont respectés, je ne vois pas pourquoi cela ne pourrait pas être mis en place. Cependant, les critères du règlement européen sont assez stricts et nous avons également des réglementations nationales avec la CNIL qui imposent plusieurs choses. En effet, nous avons des questions de moyens et d'exemplaires de signature. Il faut déterminer comment ces exemplaires de signature, qui sont des données personnelles, vont être enregistrées et utilisées, au regard du RGDP et du règlement européen du 23 juillet 2014. Quels vont être les limites et le cadre juridique de cette signature électronique ? Ce n'est pas une question anodine que vous soulevez. Il y a également énormément de garanties et de critères à respecter pour pouvoir utiliser ces signatures. Entre le règlement européen et le Code civil, nous avons également le décret 2017-1416 du 28 septembre 2017. Il y a donc plusieurs critères pour pouvoir utiliser les signatures électroniques. Ensuite, nous avons plusieurs niveaux de sécurité. Il faut savoir que lorsque nous souhaitons être conforme aux textes, il y a trois degrés de sécurité. Le troisième est le plus exigeant et devra être mis en place conformément à l'article 28 du règlement européen. Nous pourrions vous donner plus d'informations si vous le souhaitez.

#### Intervention (Thierry Jakusic, ArcelorMittal Méditerranée Fos)

Je pense que cela sera nécessaire car nous y sommes de plus en plus confrontés. Nous avons de nombreuses personnes qui mettent en place des systèmes de mise au travail sous forme de smartphone ou tablette et qui font signer leurs salariés sur la tablette directement. Je me pose la question en cas d'événements grave, avec tout ce que nous devons respecter, est-ce que le fait de l'accepter aujourd'hui nous ne met pas en porte à faux. Cela va tout de même à l'encontre du zéro papier. Où est le juste équilibre ? Si demain il y a un accident grave et que nous avons une signature électronique sans le respect de tout ce que vous venez de citer, dans quelles mesures une entreprise utilisatrice peut être taxée de non-respect de la réglementation. C'est le fond du sujet que certains doivent avoir aussi là-dessus, en termes de gestion de PP.

#### Réponses (Élise Plan, DEETS 13)

On pourra vous donner les références que je viens de citer ensuite en marge du webinaire d'aujourd'hui.

#### Réponses (Élise Plan, DEETS 13) le 09/10/2023 :

Voici les références juridiques concernant la question sur l'utilisation de la signature électronique pour les plans de prévention. Plusieurs obligations doivent être réunies pour que la signature électronique soit régulière. Ainsi, il demeure que la signature électronique fait

partie des données à caractères personnelles encadrées par le RGPD, le règlement européen « eIDAS » du 23 juillet 2014, le code civil français et le décret français n°2017-1416 du 28 septembre 2017 qui confèrent un cadre juridique à la signature électronique. L'écrit sur support électronique est admis comme preuve au même titre que l'écrit sur papier. Il a la même force probante que l'écrit sur support papier, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

L'article 1367 du code civil consacre la double fonction de la signature, qu'elle soit manuscrite ou électronique, à savoir l'identification du signataire et la manifestation de son consentement au contenu de l'acte. L'usage de la signature électronique doit passer par un procédé fiable d'identification ; il doit garantir le lien de la signature avec l'acte auquel elle s'attache. Autrement dit, il doit garantir que le document signé n'a pas été modifié.

La fiabilité d'un procédé de signature électronique est présumée, jusqu'à preuve du contraire, lorsque le procédé met en œuvre une signature électronique qualifiée, c'est-à-dire qui est conforme au règlement européen et qui dispose d'une certification émise par une autorité de certification ou un prestataire de service de confiance.

Il existe plusieurs niveaux de sécurité des e-signatures :

- Les signatures électroniques simples ;
- Les signatures électroniques avancées : pour obtenir ce niveau, le procédé utilisé doit être conforme aux exigences énoncées à l'article 26 du règlement eIDAS ;
- Les signatures électroniques qualifiées : pour obtenir ce niveau, le procédé doit être conforme aux exigences énoncées à l'article 28 du règlement eIDAS.

#### *Intervention (Thierry Jakusic, ArcelorMittal Méditerranée Fos)*

Si vous me permettez un petit retour, j'ai entendu que l'inspection commune préalable ne peut pas être faite en bureau, en salle ou *via* drone. Je suis un peu dans la contradiction vis-à-vis de cela. Je comprends la logique et nous essayons de la faire sur le terrain au maximum du temps. Mais, si nous avons des installations en fonctionnement qui présentent plus de risques par rapport aux personnes qui devraient faire l'inspection commune qui les exposent à des dangers potentiels, nous avons fait le choix de le faire en salle, *via* drone ou *via* des plans ou des photos le temps que nous arrêtons l'installation pour aller compléter notre pré inspection commune préalable. Je ne dis pas que nous sommes dans le vrai, mais nous ne pouvons pas toujours faire l'inspection commune au plus près de l'équipement si celui-ci présente plus de danger et de risques pour les personnes concernées.

***Vu les formalités à accomplir par l'entreprise utilisatrice et les entreprises extérieures ne pensez-vous pas que cela risque d'être un frein à la mise en place d'un plan de prévention efficient ?*** (Colette Ellena, Solimut)

#### *Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)*

Nous sommes dans le retour d'expérience inversée. C'est l'insuffisance qui amène à tous les problèmes que nous avons. En réalité, si nous essayons au moins de bien faire les choses, nous verrons les résultats sur le terrain. Est-ce que cela serait efficient ? Nous ne demandons qu'à le voir. Par exemple, l'inspection commune dont on vient de parler, qui ne peut pas se faire forcément sur site si un process est en cours, car il y a une dangerosité intrinsèque, c'est quelque chose de totalement recevable. Mais justement derrière, il faudra documenter la situation et documenter lors de l'arrêt comment les choses vont se présenter. Ce veut dire que faire un bon PP, sachant que nous ne pouvons pas faire d'inspection commune pendant que l'activité est arrêtée, derrière, nous établissons le PP avec la partie danger, évaluation des risques et mesures à prendre. Et lorsque c'est bien précisé, on pourra avoir un bon d'autorisation de travail très opérationnel. Nous ne demandons que d'avoir quelque chose de bien consolider pour voir les effets positifs sur le terrain.



*Est-ce que la personne qui a la délégation de pouvoir et qui signe un PP endosse les responsabilités du chef d'entreprise ? (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)*

Réponses (Élise Plan, DEETS 13)

J'imagine que le contexte de la santé et de la sécurité en entreprise est lié à la prévention des risques et à la situation éventuelle d'un accident et donc d'un accident du travail. Dans ce cadre-là, nos services et l'inspection du travail interviennent et ont la possibilité de dresser le procès-verbal. Ensuite, il ne revient pas à l'inspection du travail en matière pénale de déterminer, et ce même en présence d'une délégation de signature, si le procès-verbal qui a été dressé par nos services est suivi des faits. Si le parquet décide de poursuivre, c'est lui qui va déterminer la responsabilité, que ce soit la personnel moral ou physique, et ce même en cas de délégation de signature existante. Il va falloir déterminer si la délégation de signature est effective ou non. Le parquet a toute l'attitude pour l'invoquer. Nous allons demander, au niveau de l'inspection du travail, la délégation de signature existante. Cependant, il va falloir déterminer si la personne qui a la délégation a les moyens de décider de mettre en place les mesures de prévention, d'intervenir en cas d'incident grave, de mettre en place les mesures correctives, etc. Il y a beaucoup de délégations de pouvoir. Le parquet peut ensuite à sa discrétion décider ou non de la validité d'une délégation de signature et décider ou non de poursuivre. La personne qui a la délégation de pouvoir en matière de santé et de sécurité sera responsable en matière pénale au regard du parquet.

*Concernant la délégation de signature, pour ma part, on m'a plutôt dit dans mon entreprise que c'était lié justement à mes compétences et mes missions et que je n'avais pas forcément besoin de cette délégation de signature. Néanmoins, je signe quand même les plans de prévention. À ce niveau-là, est-ce que la délégation de signature est obligatoire dans tous les cas malgré le poste que nous avons dans l'entreprise ? En attendant qu'elle soit mise en place, qui endosse la responsabilité ? (Marianne Stanley, Pellenc ST)*

Réponses (Élise Plan, DEETS 13)

Il y a une organisation interne en entreprise. Nos services et la loi ne vont pas se substituer à l'organisation décidée par l'entreprise. Cependant, la personne signataire, pénalement, ne sera pas forcément la personne responsable. Si elle n'a pas les moyens en matière de délégation de signature ou de délégation de pouvoir d'assurer et d'être décideur en matière de prévention, de mise en place de mesures correctives quand il y a un incident ou accident grave, cela sera ensuite à la discrétion du parquet qui pénalement déterminera qui est responsable. La délégation de signature va être demandée et les délégations en matière de pouvoir sur la santé et sécurité seront également demandées, car cela fait partie de la diligence normale. Ce n'est pas forcément une signature qui va déterminer la responsabilité, mais bien le parquet. Nous ne pouvons pas vous donner de mesure à mettre en place, c'est une question de moyen par rapport à la responsabilité pénale. En tout état de cause, ce n'est pas l'inspection du travail ou l'inspecteur du travail qui déterminera la responsabilité pénale en bout de ligne.

*La délégation de signature est-elle tout de même obligatoire, peu importe le poste que nous avons ? (Marianne Stanley, Pellenc ST)*

Réponses (Élise Plan, DEETS 13)

Cela dépend de l'organisation interne à l'entreprise.

Intervention (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

En termes d'exemple, lorsque nous sommes en 3-8 et qu'il y a des chefs de car il peut y avoir des délégations formalisées et non formalisées. Nous avons tendance à demander la délégation formalisée. Si elle n'est pas formalisée, la responsabilité sera de la hiérarchie supérieure.

Commentaire (Hervé Brisson, LyondellBasell Fos)

Cela reprend la question que j'ai posée et qui est une réalité de terrain sur les délégations qui sont données de fait par la position occupée dans l'entreprise et souvent un manque de moyens et de compétences de la personne qui signe le document.

*Nous transmettons lors des plans de prévention et demandons aux entreprises de respecter l'ensemble des procédures du site. Nous leur remettons l'ensemble des procédures (plus de 200) et demandons d'en prendre connaissance et de les respecter. Pour moi, c'est impossible, car l'ensemble des procédures ne peut être acquis. Quand nous voyons la difficulté en tant qu'entreprise utilisatrice de connaître et d'appliquer ces procédures. Au niveau réglementaire, qu'est-ce que cela vaut ? Car c'est comme si nous demandions à quelqu'un de réciter le Code de la route par cœur, c'est quasiment impossible. (Patrick Padilla, LyondelBasell Fos)*

Réponse (Raphaël Chevallier, DREETS 13)

Vous avez parfaitement raison. Cela rejoint d'autres aspects de la réglementation lorsque nous disons que les salariés ont accès aux documents d'évaluation de risque et de sécurité. Autant dire, que quelqu'un qui connaît parfaitement bien son métier, lorsqu'il regarde ce type de document, c'est impropre et il ne comprend pas grand-chose. D'où la réglementation qui implique la mise en place de notices de poste qui sont, pour les différentes phases de travail sur un poste donné, les dangers, les risques et les mesures à mettre en œuvre. En l'occurrence dans le cadre d'un PP avec un ensemble de consignes établies, il est clair qu'il faut que nous ayons un niveau de langage adapté, des informations spécifiques et audibles par des prestataires extérieurs. C'est là qu'il faut s'assurer du niveau de formation et qu'ils ont pris connaissance des consignes et qu'elles ont été explicitées et comprises. L'entreprise extérieure a sa responsabilité de former proprement ces salariés qui vont intervenir sur site. L'entreprise utilisatrice doit fournir les bonnes informations adéquates. Des consignes généralistes qui font 40 pages multipliées par 5, nous pouvons être certains qu'elles ne seront pas lues. Cela veut dire qu'il y a besoin, au sein de l'entreprise extérieure, qu'il y ait quelqu'un qui assigne cette information et la traduise à un niveau plus opérationnel. Le bon d'autorisation de travail est un des éléments qui va s'assurer, après cette sensibilisation et formation, que nous avons tous les bons éléments listés qui doivent être connus et également les mesures prises qui doivent être bien établies sur le document. Nous devons nous assurer aussi lors des EPI que les personnes qui doivent intervenir sont formées aux EPI. S'il y a des EPI spécifiques dans une entreprise utilisatrice, il faut s'assurer que le personnel de l'entreprise soit formé à l'usage de ces équipements.

Commentaire (Marianne Stanley, Pellenc ST)

J'ai les compétences et les moyens mais pas de délégation formalisée.

---

## Conclusion

Élise Plan, Responsable d'unité de contrôle, DDETS 13

Je vous rappelle que les inspecteurs du travail du pourtour de l'étang de Berre tiennent des permanences une fois par semaine. Vous pouvez les contacter via le secrétariat pour prendre rendez-vous s'il y a des points sur lesquels vous souhaitez des précisions ou par mail.

Par ailleurs, je vous informe que nous allons organiser les CISST et tenir les instances en fin d'année. Nous vous communiquerons les dates ultérieurement.

Christophe Chevallier, Ingénieur de prévention, DREETS 13

Il y a des bonnes pratiques sur le terrain qui méritent d'être vues, connues et partagées. Ce que nous voulons éviter, c'est l'effet formulaire des bons d'autorisation de travail. Ils sont suffisamment insuffisants finalement pour ne pas représenter quelque chose de pratique sur le terrain. Il faut que cela soit quelque chose de vivant, d'opérationnel et qui apporte une véritable information et contrôle des opérations.

Fin du séminaire.

Merci aux intervenants et participants.